

Les États-Unis vont imposer des sanctions aux entreprises impliquées dans le gazoduc européen Nord Stream 2

Par [Peter Schwarz](#)

Mondialisation.ca, 14 décembre 2019
[wsws.org](https://www.wsws.org) 13 décembre 2019

Région : [États-Unis](#)

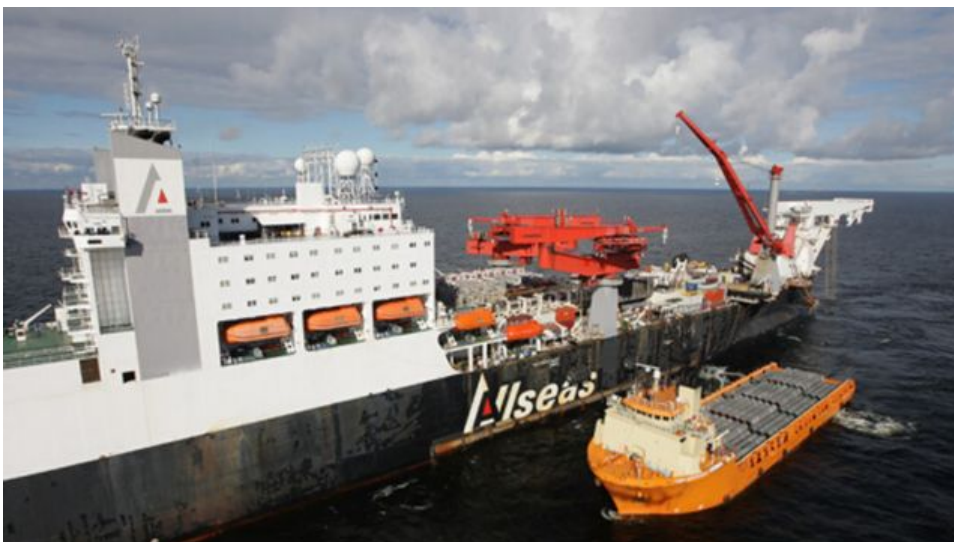
Thème: [Économie](#), [Pétrole](#), [Gaz de schiste](#),
[Énergie](#)

La Chambre des représentants des États-Unis a adopté mercredi à une large majorité des sanctions contre les entreprises impliquées dans le gazoduc Nord Stream 2. Les entreprises et leurs dirigeants sont menacés du retrait de leurs visas et du gel de leurs avoirs aux États-Unis.

Le Nord Stream 2 relie directement la Russie à l'Allemagne par la mer Baltique. De là, le gaz est distribué par voie terrestre vers d'autres pays européens. Le gazoduc est parallèle au Nord Stream 1, qui est en service depuis 2011, doublant ainsi sa capacité de 55 à 110 milliards de mètres cubes. L'Allemagne utilise actuellement près de 90 milliards de mètres cubes de gaz par an.

Le gazoduc Turkish Stream, qui va du sud de la Russie jusqu'en Turquie en passant par la mer Noire, est également touché par les sanctions. Toutefois, la pose de ce gazoduc, qui fait l'objet des sanctions, est déjà achevée.

Nord Stream 2 est également en grande partie terminé. Plus de 1000 des 1230 kilomètres de canalisations ont déjà été posés. La moitié du coût de 10 milliards d'euros est couverte par la société russe Gazprom, tandis que l'autre moitié est répartie entre les cinq sociétés européennes, OMV, Wintershall Dea, Engie, Uniper et Shell. Le gouvernement allemand soutient également le projet.



Le Solitaire, navire

*poseur de tuyaux dans le projet de gazoduc Nord Stream dans le Golfe de Finlande [Photo:
<http://archive.government.ru>]*

Les deux partis au Congrès américain ont soutenu les sanctions, qui ont été introduites par le sénateur républicain Ted Cruz et la sénatrice démocrate Jeanne Shaheen. Elles ont été adoptées par 377 voix contre 48 dans le cadre du budget militaire de 738 milliards de dollars, le plus important de l'histoire du pays. L'adoption finale au Sénat et la promulgation par le président Donald Trump sont considérées comme des formalités. On s'attend à ce que Trump le signe d'ici la fin de l'année.

Nord Stream 2 est depuis longtemps critiqué en Europe de l'Est et aux États-Unis. Les politiciens américains ont accusé l'Allemagne de se rendre dépendante de Moscou, de renforcer le président russe Vladimir Poutine et d'affaiblir l'Ukraine, qui était jusqu'à présent le principal pays de transit du gaz russe, lui permettant de tirer profit de taxes de transit élevées et d'utiliser son contrôle des pipelines pour faire pression politique. La Pologne et les États baltes s'opposent également à Nord Stream 2 parce qu'ils craignent que l'Allemagne et la Russie ne parviennent à un arrangement à leurs dépens.

La partie allemande rejette ce point de vue, affirmant que Nord Stream 2 est essentiel pour son indépendance énergétique et celle de l'Europe. Ils accusent également les États-Unis d'essayer d'augmenter les prix du gaz pour pouvoir approvisionner l'Europe en gaz naturel liquéfié (GNL) américain coûteux. Le fait que l'ancien chancelier Gerhard Schröder ait été membre du conseil de surveillance de Nord Stream pendant 14 ans, en tant que représentant de Gazprom, témoigne de l'importance que l'Allemagne attache à ce projet.

Des personnalités politiques et économiques allemandes ont dénoncé avec colère les sanctions et ont vivement critiqué les États-Unis. Le ministre allemand des affaires étrangères Heiko Maas a déclaré que la politique énergétique de l'Europe «sera décidée en Europe et non aux États-Unis». Nous sommes opposés en principe aux interventions extérieures et aux sanctions extraterritoriales.»

Le chef de la Chambre de commerce extérieur germano-russe (AHK), Matthias Schepp, a exhorté le gouvernement allemand à prendre des contre-mesures. «Il est grand temps que Berlin et Bruxelles adoptent une position politique claire et répondent par des mesures de rétorsion», a-t-il déclaré. «L'Allemagne a besoin de prix de l'énergie bon marché pour réussir avec ses industries à forte intensité énergétique dans la concurrence mondiale.»

Le chef du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) Alexander Gauland a abondé dans le même sens. «Sans importations de gaz en provenance de Russie, les risques pour la sécurité énergétique de l'Allemagne augmenteront», a-t-il déclaré. Derrière la décision d'imposer des sanctions se cachent «de vastes intérêts économiques aux États-Unis qui aimeraient bien fournir à l'Allemagne du gaz naturel liquéfié américain coûteux à la place du gaz russe.» Washington doit «accepter que nous décidions nous-mêmes d'où nous nous procurons notre combustible énergétique, au lieu de menacer de sanctions qui feraient perdre tout le monde.»

Johann Wadephul, député chrétien-démocrate (CDU), a qualifié ces sanctions de «coup porté aux relations germano-américaines.»

Karsten Schneider, chef des affaires parlementaires du groupe parlementaire des sociaux-démocrates (SPD), a déclaré: «Les États-Unis sont enfin retournés dans le Far West, où seule

la loi du plus fort s'applique. Si des sanctions sont maintenant imposées aux alliés, nous entrons dans une période difficile. On ne fera pas chanter l'Europe pour qu'elle achète du sale gaz naturel liquéfié américain.»

Le chef du parti de gauche Dietmar Bartsch a appelé le gouvernement allemand à adopter une position ferme à l'égard des Etats-Unis. «Le gouvernement allemand ne peut pas s'incliner devant cela, a-t-il dit. Elle ne pouvait accepter ce chantage sous aucun prétexte, a-t-il poursuivi.»

Les Verts, qui s'opposent à Nord Stream pour des raisons environnementales et de politique étrangère, se sont joints au chœur du nationalisme. «Il s'agit d'une ingérence sans précédent dans les affaires intérieures de l'Union européenne. Le président américain a une fois de plus démontré comment il remplace l'action politique par du chantage», a déclaré Annalena Baerbock, co-dirigeante du Parti vert.

Les sanctions américaines contre un projet énergétique d'un proche partenaire de l'OTAN soulignent à quel point les relations entre les alliés de la plus grande alliance militaire du monde sont déterminées par les conflits. Elles montrent également que les tensions croissantes dans les relations transatlantiques ne résultent pas seulement de la personnalité grossière de Trump et de ses politiques *America First*. En fait, Trump a adopté une ligne plus clémente sur Nord Stream 2 que les faucons du Parti démocrate.

La cause objective des conflits croissants est l'aggravation de la crise mondiale du capitalisme. La lutte des puissants intérêts capitalistes pour les marchés, les matières premières, les oléoducs et gazoducs, les routes commerciales et pour la main-d'œuvre bon marché ravive les vieux conflits entre les puissances impérialistes qui ont plongé l'humanité dans la guerre mondiale à deux reprises au XXe siècle.

La chancelière allemande Merkel, le ministre des affaires étrangères Maas et d'autres politiciens allemands ont vivement critiqué le président français Emmanuel Macron pour sa déclaration selon laquelle l'OTAN était en «mort cérébrale» et ont proclamé leur loyauté envers l'alliance transatlantique. Mais cela est surtout dû au fait que l'Allemagne a encore besoin de plus de temps pour s'émanciper militairement des États-Unis.

Une étude détaillée de l'Institut allemand pour les affaires internationales et de sécurité (SWP) sur le rôle de l'OTAN pour la défense européenne a conclu qu'une «dissuasion crédible et une défense militaire de l'Europe» sont actuellement impossibles sans les contributions politiques, conventionnelles et nucléaires des États-Unis [...] Une capacité indépendante des Européens dans le domaine de la défense ne peut être atteinte sans les États-Unis à court terme.»

Il est donc «dans l'intérêt de l'Allemagne d'assurer le fonctionnement politique et militaire de l'alliance sur le long terme». Compte tenu de l'évolution de la politique américaine, «les alliés européens doivent cependant envisager une future forme de défense de l'OTAN et de l'Europe qui implique les États-Unis dans une moindre mesure.»

En d'autres termes, les Allemands et les autres puissances européennes doivent d'abord se réarmer avant de pouvoir rompre avec les États-Unis.

Les sanctions américaines à l'encontre de Nord Stream 2 vont accélérer la campagne de réarmement du gouvernement allemand, qui vise déjà à doubler les dépenses militaires

annuelles au cours des dix prochaines années pour atteindre 90 milliards d'euros. Comme le montrent les réactions aux sanctions américaines, la classe dirigeante peut compter sur le soutien de tous les partis parlementaires, de l'AfD au Parti de gauche.

Peter Schwarz

Article paru en anglais, WSWs, le 13 décembre 2019

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)
Copyright © [Peter Schwarz](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2019

Articles Par : [Peter Schwarz](http://www.wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca